

## **Préparation à la réunion « clause de revoyure » du 27 septembre 2015 : 3 GT en 2 jours pour proposer des améliorations aux conditions statutaires des agents fonctionnaires de Mayotte**

Après un report de la date prévue initialement 30 juin et le 1<sup>er</sup> juillet, les 3 groupes de travail réuniront l'intersyndicale (CFE-CGC/FO/FSU/CFDT/CGT/ UNSA/SOLIDAIRES) et Stéphane JARLEGAND, directeur de cabinet du directeur général des Outre Mer :

- le 2 juillet de 14 à 16 h : thématique indexation
- le 3 juillet de 8 h à 10 h : thématique intégration
- le 3 juillet de 10 h à 12 h : thématique cadre de vie

### **L'UNSA obtient la présence des chefs de service à ces GT**

Ces réunions de travail à la demande de l'UNSA verront la présence des chefs de service des différents ministères représentés à Mayotte. C'est en effet à nos yeux, la condition sine qua non d'un travail réaliste, pragmatique et constructif. Pour l'UNSA, pas question de dogmatisme. La juste vision des problématiques s'imposent afin de porter en septembre des propositions crédibles et adaptées aux spécificités du 101<sup>ème</sup> département français. Le Ministère des Outre-Mer était au départ contre cette idée ; mais le 13 juin, avec la délégation du 1<sup>er</sup> Ministre, Mme Especier s'est engagée pour permettre de travailler avec les services à ces GT.

### **L'abrogation de l'abrogation du décret 96 pose plus de problèmes qu'elle n'en résout pour l'UNSA**

Pour l'UNSA, le climat risque d'être tendu à cause de l'abrogation de l'abrogation du décret 96 non actée par un écrit. En effet depuis le 13 juin, aucune confirmation écrite n'a été publiée dans les services. Pourtant certains ministères ont ordonné de suspendre le versement de la majoration 2 jours après l'annonce du 1<sup>er</sup> ministre.

### **Indexation suspendue dès août pour les enseignants arrivés en 2012 et 2013 !**

Le vice-Rectorat lui, s'était engagé de ne surtout pas bouleverser les procédures en place avec le dispositif statutaire existant sur la seule base d'une annonce verbale : pas de remise en question donc ni de l'indexation, ni de la procédure pour le versement de l'IE transitoire. Mais hier, le vice-Rectorat recevait une injonction de Paris pour suspendre dès le mois d'août le versement de la majoration de traitement.

### **Sans texte confirmant l'annonce du 1<sup>er</sup> Ministre faite le 13 juin, l'UNSA demande le statut-quo ! Pas question de léser les agents une fois de plus !**

L'UNSA Fonction Publique a aussitôt réagi : le cabinet de Mme Lebranchu a été alerté dès hier soir. Nous demandons un écrit pour confirmer le retour du décret 96 pour ceux arrivés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2014. C'est essentiel. Pas question pour l'UNSA de léser les agents en arrêtant un dispositif indemnitaire si l'Etat ne confirme pas l'annonce du 1<sup>er</sup> Ministre. Le secrétaire national Christian Chevalier du SE-UNSA s'entretient aujourd'hui avec M. Guin, SG du Ministère de l'Education Nationale : il alertera des risques de crispation des agents quand leur seront déduits de leurs revenus la majoration de traitement. Dans ce contexte, l'attractivité du territoire sera envisagée jeudi ...